

Lundi 5 octobre 2009

l'étincelle*

TECHNOCENTRE

Renault

Guyancourt

pour la construction d'un parti des  *travailleurs communiste révolutionnaire*

No Future !

650 millions d'euros : voilà la valeur que le gouvernement accorde à la jeunesse ! Même pas ce que la BNP verse à ses traders.

Monté sur sa tribune mardi dernier, Sarkozy a annoncé l'extension du RSA, le remplaçant du revenu minimum d'insertion, aux jeunes de 18 à 25 ans. Encore faudra-t-il à ces jeunes avoir travaillé au moins deux ans complets au cours des trois années précédentes, ce qui n'est pas donné à tous.

Avec la crise, le chômage des jeunes a explosé. Ils sont les derniers embauchés et les premiers licenciés. Même les plus diplômés peinent à trouver un emploi. Mais alors qu'il repousse toujours plus l'âge de la retraite, le seul projet de Sarkozy pour la jeunesse, c'est l'aumône publique !

La jeunesse aurait besoin de bien autre chose : un emploi et un salaire lui permettant de vivre sans la charité des parents ou du gouvernement.

Seule la société capitaliste, fondée sur la loi du profit, peut arriver à cette aberration que certains travailleurs sont usés jusqu'à la corde, avec des cadences intenable, des pressions et du harcèlement moral, au point, parfois de vouloir en finir, comme à France Télécom ou d'autres entreprises. Mais au lieu d'un partage du travail entre tous, les jeunes travailleurs doivent rester sur le banc de touche.

À force d'attaques contre les travailleurs, contre les services publics, contre les quelques acquis sociaux gagnés par les luttes du passé, ce gouvernement et ses prédécesseurs, de droite comme de gauche, ont réussi à engendrer la première génération qui n'a plus l'espoir de vivre mieux que la génération qui l'a précédée.

Du haut de sa chaire, Sarkozy peut bien faire mine de s'inquiéter du sort de la jeunesse. En réalité, il n'a que faire de nos emplois. Le plus vaste plan social est même celui du gouvernement, avec la suppression annoncée de 34 000 emplois dans la fonction publique en 2010 et la privatisation de La Poste.

Mais si Sarkozy se gargarise d'annonces pour la jeunesse, c'est qu'elle lui fait peur. Cette peur, il l'a

montrée, fin 2008, en repoussant vite fait le projet Darcos de réforme des lycées dès qu'un mouvement lycéen a pointé son nez.

C'est que cette jeunesse a déjà montré sa capacité d'entraînement, il y a à peine trois ans. Dans leur lutte contre le CPE, les jeunes avaient amené dans la rue près de 3 millions de travailleurs à plusieurs reprises, jusqu'à faire reculer le gouvernement.

Aujourd'hui, ce n'est pas sur les Thibault, Chérèque ou autres Aschieri que les travailleurs peuvent compter pour organiser un tel mouvement.

Mercredi 7 octobre, les directions syndicales appellent à une journée de manifestations « interprofessionnelles ». Mais elles n'ont rien fait pour que cette journée soit un succès. Elles n'y ont pas même attaché de revendications, si ce n'est celle de « travail décent ». Qu'est-ce que ces mots creux de « travail décent » quand il s'agit pour les travailleurs d'interdire les licenciements et d'arracher de vraies augmentations de salaire, d'au moins 300 € pour tous ?

Ce ne sont pourtant pas les luttes qui manquent, mais celles-ci restent éparpillées. À Toulouse, les Freescale, confrontés à 800 suppressions d'emplois, commencent leur cinquième semaine de grève malgré les interventions répétées de la police pour les déloger partout où ils se déplacent.

Avant eux, il y a eu les Continental, les Lear, les Goodyear, Les Molex, les New Fabris et bien d'autres. Il y a aussi toutes ces luttes auxquelles la presse n'accorde pas un mot. Plusieurs des équipes militantes de ces grèves se sont réunies à différentes reprises depuis l'appel des New Fabris pour un « collectif contre les patrons voyous et licenciés ».

L'idée commence à émerger que seule une lutte d'ensemble permettra de faire payer la crise à ses responsables et qu'il faut préparer celle-ci à la base, sans attendre un appel des directions syndicales.

C'est tous ensemble, dans la rue, que les travailleurs et la jeunesse pourront imposer leurs choix et organiser un autre avenir que de misère et d'exploitation.

La mode des mobilités forcées

Alors que, selon l'expression du PDG de France Telecom, la « mode » des suicides bat son plein, les mobilités forcées et les réorganisations permanentes y sont mises en accusation.

A Renault aussi, les réorganisations sont incessantes et 25 % des salariés de l'Ingénierie devraient avoir changé de poste durant l'année 2009, avec des méthodes souvent autoritaires.

Pas étonnant : les patrons des grandes entreprises font les mêmes séminaires de management. Et si les salariés aussi se coordonnaient pour se défendre ?

Illusion d'optique

La première fiche de paie comprenant 3 jours chômés est tombée. A première vue, pas de changement : le salaire net doit être identique.

Mais regardons de plus près : des RTT n'ont pas été acquises (sauf pour les APR et les ETAM non forfaités qui ont refusé de perdre des RTT pour compléter leur salaire), des aides publiques sont apparues et les cotisations sociales ont baissé.

Plus de subventions, moins de cotisations. Mais qui va payer tout ça ?

Un petit air de samba pour nos salaires

Après 8,65 % d'augmentation de salaire chez Renault-Nissan et Volvo au Brésil, Volkswagen a accordé 4,2 % à ses salariés allemands. La direction de Renault refuse la comparaison, arguant que VW fait des bénéfices. Mais au Brésil ?

Au Brésil, les salariés ont fait 8 jours de grève.

Des embauches grippées

Il y avait déjà le stress et les suicides. Avec la grippe A, voilà encore du travail supplémentaire pour le service médical du TCR. Pourtant son effectif ne cesse de diminuer : les médecins sont passés de 5 à 3 et le nombre d'infirmières est toujours en dessous des normes réglementaires.

Les secouristes ont déjà été mis à contribution pour emballer les masques. La direction va-t-elle bientôt faire des forums sur l'automédication ?

Nouvelles collections

Le directeur du Design a fait son pot de départ en retraite et un nouveau directeur est appelé à régner. Quelle sera donc la nouvelle tendance ? Celle du design des véhicules ? Non : celle de la mode vestimentaire des directeurs de la DDI.

Le costume-cravate-avec-chaussures-assorties réglementaire cher à l'ancien directeur, laissera-t-il place au plus décontracté costume-sans-cravate-et-avec-basket de son remplaçant ? Drive the change...

Après les bureaux, les sites nomades

La direction a présenté son projet de « rationalisation des localisations » : transfert de 2000 salariés de la tour Chenonceau et du Plessis au Technocentre d'ici 2011. « Faire et défaire » : beaucoup de collègues du Plessis avaient déjà déménagé de Guyancourt il y a cinq ans...

Objectif de ces grandes manœuvres sur lesquelles les salariés ne sont jamais consultés ? Des économies de plusieurs dizaines de millions d'euros par an pour contribuer au free cash flow. Et la galère pour tous ?

Plus on chôme, plus on travaille

Au fur et à mesure des semaines, la plupart d'entre nous peut constater les conséquences du chômage partiel : le travail s'accumule, surtout si on travaille avec des usines, des prestataires ou des RTx qui eux ne chôment pas le vendredi, et la charge de travail augmente.

La direction promettait 20 % de baisse d'activité. C'est pure théorie, et les entretiens de mi-année, quand ils sont faits, sont de la poudre aux yeux.

Ne pas confondre transport en commun et mise en commun des transports

La SAVAC veut fusionner les lignes de bus Boulogne-TCR et Meudon-TCR. Un comble alors que celles-ci sont déjà insuffisantes avant même que le transfert des salariés de Chenonceau et du Plessis au TCR soit réalisé !

La direction de Renault se défause, prétextant qu'elle ne gère pas ces lignes. Soit. Elle n'a qu'à mettre en place des lignes privées, comme elle a su le faire largement pendant des années.

Amiante : Renault et l'Etat contre les salariés

Sept salariés ou ayant-droits de travailleurs décédés suite à une exposition à l'amiante ont décidé d'attaquer la direction de Renault pour faute inexcusable. Plusieurs dizaines ont été reconnus en maladie professionnelle liée à l'amiante. Et ce n'est que la partie émergée de l'iceberg. D'autant plus que Renault s'oppose systématiquement à tout dossier de reconnaissance en maladie professionnelle.

Et l'Etat ? Il s'efforce de reporter de 50 à 55 ans le droit d'entrer dans le dispositif de l'ACAATA (Allocation de Cessation Anticipée d'Activité des Travailleurs de l'Amiante) et essaie d'éviter les jugements au pénal.

Voilà au moins deux bonnes raisons d'aller à la manifestation nationale de l'ANDEVA (Association Nationale de Défense des Victimes de l'Amiante), le 10 octobre à 14h à Paris.